

SÉMINAIRE SUR LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE : ABDELMALEK SELLAL : «Il faut cesser de focaliser sur la santé du Président !»

Invité-surprise du Séminaire national sur la communication institutionnelle, qui se tient depuis hier à la résidence El Mithak, à l’initiative du ministère de la Communication, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a déploré que la santé du Président Bouteflika focalise autant. Dans un discours, prononcé à l’ouverture du séminaire, Sellal s’est dit désolé que même l’information officielle soit démentie.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - On n’est pas mieux renseigné sur la santé du président de la République, hospitalisé depuis plus de quarante jours en France, après avoir écouté le Premier ministre donner de la solennité au séminaire sur la communication institutionnelle.

Abdelmalek Sellal, que ce qui se dit ou s’écrit sur la santé de Bouteflika semble agacer, a paradoxalement choisi de ne rien commettre qui éclaire une opinion nationale ballottée entre les rumeurs les plus folles et les petites confidences distillées au compte-gouttes par, notamment, des sources diplomatiques françaises. L’intervention du Premier ministre devant le séminaire a manqué donc de constituer l’acte inaugural d’une communication institutionnelle revue et corrigée. Comme dans un reproche fait à ceux qui s’interrogent sur l’état de santé du président de la République, Abdelmalek Sellal a appelé à cesser d’en faire une fixation, de focaliser sur la question. «Certains présidents se soignent en France des semaines et des semaines sans que personne en parle», a-t-il souligné, avant d’appeler à «mettre un terme à cela». Même s’il a affirmé que «nous n’avons rien à cacher», Abdelmalek Sellal s’est bien retenu de dire comment va le Président, tout comme il s’est abstenu d’indiquer la date éventuelle de son retour au pays. «Il est impératif pour nous d’annoncer ce qui est de notre devoir d’annoncer. Nous n’avons rien à cacher», a-t-il affirmé, tout en se disant désolé que le pays

soit arrivé à un stade où «même l’information officielle est démentie». Et, en termes d’annonces, le Premier ministre n’en fera pas ce jour. Une fois son discours prononcé, il a quitté le séminaire, assurément pour s’éviter les sollicitations des journalistes qui n’auraient pas manqué. En effet, devant la multiplication des assertions, souvent contradictoires, autour de la santé du président de la République, qui mieux indiqué que le Premier ministre pour dire la vérité ? Le silence que les autorités se sont imposé autour de l’évolution de l’état de santé de Bouteflika ajoute de l’épaisseur et de la densité au flou

ambiant. Les assertions les plus fraîches font état d’une rentrée de Bouteflika au pays où il poursuivrait sa convalescence. Officiellement, rien n’est venu confirmer ou infirmer ces assertions.

Une communication institutionnelle défaillante

Ce n’est pas forcer le trait que dire que la communication institutionnelle est défaillante, à tout le moins mal organisée. Le constat est partagé par le Premier ministre lui-même. Abdelmalek Sellal a considéré, en effet, que le manque de communication était aujourd’hui la plus grande problématique à laquelle sont confrontées les institutions de l’Etat. Il a, ce disant, mis l’accent sur la nécessité de permettre aux journalistes d’accéder à la «bonne information» et «au bon moment». «La vérité doit prévaloir à tous les niveaux», a affirmé Sellal, ajoutant qu’il appartient par la suite au journaliste d’analyser

l’information recueillie avant de la livrer au citoyen à qui revient le dernier mot. Le Premier ministre a, en outre, estimé que, dans le contexte de perturbations enregistrés à l’intérieur comme à l’extérieur du pays, la presse a à jouer un rôle de premier ordre. Il a considéré la rumeur dangereuse, pouvant même détruire une société aussi puissante soit-elle. «Il faut mettre un terme à la confidentialité inutile», a-t-il insisté, plaidant, par ailleurs, la consécration de la communication par les institutions, à l’exception de celle relevant de la défense nationale qui, elle, est tenue par le secret défense. «Les institutions doivent travailler dans la transparence la plus totale, car c’est la meilleure manière pour elles d’assurer la crédibilité auprès du citoyen.»

Comment combler le déficit en communication ?

Le séminaire national sur la communication institutionnelle devrait, une

fois l’état des lieux établi, dégager des perspectives pour remédier au déficit patent en matière de communication institutionnelle.

La palette d’experts, invités à débattre de la question, devrait en formuler des propositions.

Le ministre de la Communication, Mohamed Oussaïd Belaïd en a situé les attendus. Le ministre a reconnu que la communication institutionnelle trébuche et a besoin d’être organisée et relancée.

«Malgré les grands pas réalisés en matière de communication institutionnelle par des institutions et départements ministériels, certains ne se sont toujours pas adaptés à cette arme efficace pour communiquer avec le public.»

Le ministre de la Communication espère voir le séminaire dégager une stratégie nationale de communication institutionnelle.

S. A. I.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

La commission des cinq attend Bouteflika

La Commission nationale des experts chargée d’élaborer l’avant-projet de la révision de la Constitution, que le Premier ministre Abdelmalek Sellal avait installée le 8 avril dernier, a «terminé ses travaux et finalisé sa copie courant mai dernier». C’est ce que nous confie une source très bien informée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Et la suite ? «Eh bien, elle remettra son rapport final directement au Président», nous précise notre source. Rappelons que ladite commission, que Sellal avait installée au cours d’une cérémonie officielle au palais du Gouvernement, est composée de cinq juristes de renom : Fauzia Benbadis, Bouzid Lazhari, Ghaouti Mekamcha, Abderrazak Zaouina ainsi que Azzouz

Kerdoun, désigné, par ailleurs, comme son président. Ces experts en droit avaient en réalité une mission purement technique. Il s’agissait de «confectionner un habillage juridique» à une mouture d’une nouvelle Constitution faite ailleurs. Ce qui explique la rapidité avec laquelle les membres de cette commission avaient accompli leur mission. Il faut peut-être préciser, qu’initialement, Abdelaziz Bouteflika avait prévu de convoquer une session extraordinaire du Parlement, pour courant mai dernier, en vue de faire adopter son projet de révision de la Constitution. Bouteflika, qui voulait à tout prix éviter le recours à un référendum qui l’aurait obligé à mener lui-même campagne sur le terrain, avait bien ficelé, via son entourage, dont Abdelkader Bensalah et Tayeb Belaïz, une mouture qui se suffirait d’un simple aval du Parlement. Dans la mouture «inspirée» par Bouteflika, et à laquelle la commission des cinq avait

pour principale mission de «vêtir» des artifices juridiques nécessaires, la nature globale du régime ne devait pas être chamboulée au point de rendre incontournable un référendum, la seule hantise de Bouteflika. Non pas en raison d’une quelconque appréhension quant au résultat final, mais parce qu’il voulait s’épargner une épreuve fort exigeante du point de vue physique.

Tout cela, avant même qu’il ne subisse un autre accident de santé qui, depuis le 27 avril dernier, l’éclipse complètement de la scène. «Ni Sellal, ni Bensalah ne sont habilités à se prononcer ni à se pencher sur le rapport final de cette commission. D’où le fait que rien n’a été rendu public pour le moment», explique encore notre source. En somme, comme tout le reste, il faudrait d’abord que Bouteflika refasse surface...

K. A.

LE BURKINA FASO PARRAINE LE DIALOGUE INTERMALIEN

Alger en recul sur le dossier ?

Poursuite hier des pourparlers entre les parties au conflit au Mali sous la houlette du Burkina Faso. L’Algérie a brillé par son absence à ces négociations censées aboutir à un accord pouvant permettre la tenue d’élections présidentielles. Après avoir longtemps plaidé pour une solution politique, Alger semble perdre la main dans un conflit qui se joue à ses frontières.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Un nouvel acteur s’est invité dans la crise qui secoue le Mali. Le Burkina Faso a désormais le statut de médiateur et tente de négocier une trêve pouvant créer les conditions pour la tenue d’élections présidentielles au Mali. Médiateur pour l’Afrique de l’Ouest, le Président burkinabé, Blaise Compaoré, tente d’arracher cet accord en parrainant ces négociations qui doivent permettre dans le meilleur délai le redéploiement de l’administration générale, des services sociaux de base, des forces de défense et de sécurité au

nord du Mali et en particulier à Kidal.

L’Algérie, qui avait parrainé un accord entre le MNLA et Ansar Dine, ne prend pas part aux négociations en cours. Une absence qui intrigue au plus haut point. Après avoir longtemps fait part de sa volonté de voir le conflit malien se résoudre de manière politique, après avoir prôné une politique de non-ingérence, l’Algérie donne l’impression de prendre ses distances vis-à-vis du dossier malien.

L’absence prolongée pour raison médicale du ministre délégué chargé des Affaires africaines ne peut à elle

seule expliquer ce recul de la diplomatie algérienne. Alger avait fait preuve, il y a quelques mois, d’une grande débauche d’énergie pour tenter de mettre d’accord les frères ennemis du MNLA et de Ansar Dine.

En décembre dernier, et alors que des informations insistantes faisaient état de la présence de délégations des deux groupes dans la capitale algéroise, la diplomatie algérienne annonçait en grande pompe la signature d’un accord dans lequel les deux groupes s’engageaient à cesser toute hostilité et s’opposait à toute intervention militaire dans la région. Un accord présenté comme une victoire de la diplomatie nationale mais qui n’aura pas survécu longtemps aux dissensions qui opposent les belligérants dans la région. Depuis, Alger n’a pris officiellement aucune initiative.

Le ministre des Affaires étrangères a longtemps fait la promotion de la


solution pacifique tout en se heurtant à la volonté des pays occidentaux avec en tête la France, qui œuvrait pour l’intervention militaire. La France finira par faire voter la résolution onusienne ouvrant la voie à une intervention militaire.

La résolution 2085 mettait un terme au forcing algérien. Mieux encore, l’Algérie a fini par ouvrir son espace aérien aux avions français. Aujourd’hui encore, la médiation burkinabaise va dans le sens du planning élaboré par Paris. Le scrutin présidentiel est réclamé avec insistance par la France qui y voit la fin d’un processus de normalisation au Mali. L’Algérie, pendant ce temps, continue par la voix de son chef de la diplomatie d’affirmer que son soutien à son voisin malien était indéfectible. Depuis Bruxelles, Mourad Medelci, qui prenait part à la conférence de haut niveau sur le développement du Mali, assurait que l’Algérie

avait toujours manifesté une solidarité «effective» et «concrète» au Mali en apportant une aide financière directe, assurant la formation et le renforcement des capacités de l’armée et des forces de sécurité du Mali, en procédant à d’importantes fournitures d’équipements et de matériels au profit de l’armée malienne et en livrant du matériel pour la sécurisation des sites sensibles dans la capitale Bamako. Ce soutien logistique ne met pas Alger à l’abri des interrogations légitimes au sujet de son retrait actuel.

Pas plus tard que samedi, le Haut Conseil islamique du Mali souhaitait la présence de l’Algérie aux négociations sur la crise malienne au Burkina Faso au regard de «sa parfaite connaissance du dossier malien en particulier et celui du Sahel africain en général». Alger ne l’entend visiblement pas de cette oreille.

N. I.



«JIL INTERNET», L’INTERNET EN MOBILITÉ POUR TOUS

REJOIGNEZ LA GÉNÉRATION INTERNET ET RESTEZ DJMA CONNECTÉ AVEC NEDJMA

«Jil Internet, Dima connecté» c’est le slogan de la nouvelle campagne lancée par Nedjma pour promouvoir l’utilisation de l’internet en mobilité avec la clé N’ternet, sur les tablettes Nedjma 3G+ et les smartphones, à seulement 100 DA pour une journée de connexion.

Jil internet est une invitation à vivre au quotidien l’expérience de l’Internet mobile incarnée dans un spot télévisé inédit montrant des jeunes Algériens heureux de profiter des avantages de l’Internet en toute liberté et dansant sur le rythme entraînant du dernier tube «C’est la vie» de Khaled qui exprime la gaieté et la bonne humeur.

Avec sa couverture réseau renforcée et performante, vous pouvez vous connecter où que vous soyez en Algérie.

Profitez de cette opportunité unique pour surfer sur le net en toute liberté sur vos smartphones, tablettes Nedjma ou clé N’ternet. Pour ceux qui veulent rejoindre la communauté Jil Internet, c’est l’occasion d’acquérir ces outils technologiques innovants disponibles dans tous les Espaces Nedjma.

Il s’agit en effet de la Clé N’ternet de Nedjma qui vous permet d’accéder à Internet en mobilité à travers tout le territoire national, de la tablette Nedjma

3G+ qui vous offre une expérience d’Internet unique avec plus de confort et de liberté et un large éventail de téléphones et de smartphones dont le dernier Samsung Galaxy S4 offrant les applications les plus récentes.

«Jil internet, Dima connecté» de Nedjma traduit l’ambition de l’opérateur d’être à l’écoute des exigences de ses clients en mettant à leur disposition les dernières technologies pour rester toujours connectés avec leurs familles et amis.

Le Département des Relations Publiques et Médias - Nedjma